Devoirs et lieux de mémoire

Le *Tata* de Chasselay

***par Martine Cuttier*[1]**

A Chasselay, au nord de Lyon, un *tata* d'architecture soudanaise abrite dans son enceinte un cimetière où sont enterrés des soldats du 25e RTS (8e DIC) morts pour la France lors des combats de mai-juin 1940. Il rappelle au passant le triste destin des soldats du 25e RTS, victimes des exactions et de la barbarie de l'armée allemande.

Le 25e régiment de tirailleurs sénégalais, composé de deux bataillons, est placé en réserve de l'Armée des Alpes. Il hérite de la mission dévolue au groupement de Mesmay de faible valeur combative. Elle consiste à retarder l'arrivée des Allemands à Lyon déclarée « ville ouverte » puisque le front établi sur le Rhône est rompu. Retarder les Allemands doit permettre d'établir un nouveau front sur l'Isère afin d'empêcher les colonnes du régiment d'infanterie *Gross Deutschland* de faire sa jonction avec les Italiens.

La 3e compagnie devait particulièrement barrer la RN 6 menant à Lyon. Le 20 juin, elle est à Chasselay et, malgré les ordres de repli, le capitaine Gouzy en accord avec ses hommes décide de ne se rendre qu'après un dernier baroud d'honneur. La compagnie prend ses positions de combat et fait barrage, ce qui ralentit la progression des blindés et de l'artillerie allemands. Encerclés et attaqués de toute part, les tirailleurs résistent mais, comme le capitaine Gouzy refuse que le village soit détruit, la compagnie se rend.

Les Allemands, furieux de cette résistance, font prisonniers les tirailleurs et leurs cadres et les emmènent en colonne après les avoir séparés. Croisant une colonne d'auto-mitrailleuses allemandes, et sous les yeux de leurs camarades français, les soldats sénégalais reçoivent l'ordre de leurs gardes de s'aplatir au sol ; ils sont alors mitraillés sans merci puis un char roule sur leurs cadavres.

Les Allemands partis, le maire, Jean Marchiani[2], et les anciens combattants du village décident de rassembler les corps, de les identifier et de leur donner une sépulture décente. Voulant rendre hommage à ces soldats, le maire finance l'achat du pré où sont morts les 51 tirailleurs afin d'y d'édifier ce *tata*. Il est achevé et inauguré le 8 novembre 1942, par les autorités de Vichy.

[1] Texte et clichés.
[2] Il est alors directeur départemental du service des anciens combattants et victimes de guerre.

La nécropole militaire regroupe les corps des 188 tirailleurs du 25e RTS tombés lors des combats des 19 et 20 juin. Elle est fermée de murailles ocre-rouge et chaque angle porte une tour hérissée de pieux selon les principes de l'architecture soudanaise. Le portail est décoré de masques et, à l'intérieur, se trouve une « case » ornée du croissant musulman et de la croix chrétienne. C'est un cimetière de guerriers venus d'Afrique occidentale[3].

Présence des coloniaux en France avant les indépendances

par Philippe David

II - Les boursiers du Centenaire de la Révolution

Etonnante, encore inexplorée, la liste des premiers boursiers coloniaux admis en 1889 à poursuivre leurs études dans les lycées et collèges de métropole et d'Algérie ne laisse pas de nous surprendre et offre certainement un thème de recherche original.

C'est en effet à cette date que 110 jeunes originaires des colonies de l'époque ont bénéficié d'une bourse d'études, métropolitaine pour 8 d'entre eux, et locale pour 102 autres ; 59 garçons et 42 filles dont nous n'avons pour l'instant ni l'identité ni la provenance ni, à vrai dire, le décompte exact puisque 59 + 42 + 8 = seulement 109. Nous savons que 49 d'entre eux/elles ont été réparti(e)s dans 17 villes de France, comme suit :

- pour les 8 boursiers nationaux, tous à Paris, aux lycées Lakanal (4), Louis-le-Grand (2) et Henri-IV (2) ;

- pour les 41 autres, dans les 16 villes suivantes : 12 à Bordeaux, 5 à Alger, 4 à Nice et à Toulouse, 2 à Marseille, Valence, Angoulême et Pau, 1 à Nantes, Brest, Tours, Versailles, et 1 dans chacun des collèges de Montbrison, Libourne, Castres et Etampes, ce qui implique que, pour les autres villes, il s'agissait des lycées.

Nous ne savons rien de la répartition des 60 (ou 61) manquants. En revanche, nous connaissons le nom et le parcours d'un des boursiers affectés au lycée d'Alger puisqu'il s'agit du jeune Sénégalais Insa Ba, protégé de l'administrateur Ernest Noirot, "délégué du Sénégal" à l'Exposition de 1889, responsable du Village sénégalais de Paris et d'une pittoresque "caravane" de petits princes indigènes qui gravite autour du

[3] L'essentiel du contenu provient de la communication de Julien Fargettas, "Les tirailleurs sénégalais dans la campagne de mai-juin 1940", colloque *Les Troupes de marine dans l'armée de terre, un siècle d'histoire : 1900-2000*, Lavauzelle-CEHD, 2001.

roi des Nalou-Baga de Guinée, Dinah Salifou. Insa, qui fait partie de cette caravane, est le fils du roi du Rip (une province au sud de Kaolak). Il a 12 ans et vient de perdre son père trois mois plus tôt. Probablement ému par la condition de ce jeune orphelin qui parle déjà bien le français et l'aide à encadrer les plus jeunes que lui, Noirot le fait inscrire sur la liste des boursiers et va rester en correspondance avec lui pendant les trois ou quatre années qui vont suivre[4].

Il reste évidemment à retrouver les décisions administratrives qui ont déclenché cette première campagne de bourses coloniales, ainsi que tous les documents et images qui ont pu jalonner le séjour de ces heureux boursiers et boursières en métropole et en Algérie. Immense programme, à coup sûr. Mais nous savons d'ores et déjà (le cas d'Insa Ba le confirme) que cette vaste opération est directement liée au Centenaire de la Révolution et à l'Exposition universelle qui l'a célébrée à Paris. Le vol. V de l'ouvrage *Les Colonies françaises,* consacré aux "Colonies d'Afrique" à l'occasion de cette Exposition, précise que certains boursiers ont été dirigés (aussi ?) vers des "écoles congréganistes" et "institutions particulières"[5].

III - Les élèves africains et malgaches des institutions de formation agronomique du Jardin colonial de Nogent (entre 1907 et 1960)

Pour célébrer son centenaire ou, plus exactement, le centenaire des diverses institutions qui l'ont précédé au Bois de Vincennes depuis 1901, le CNEARC / Centre national d'Etudes agronomiques pour les Régions chaudes a publié en 2001 la liste complète des élèves métropolitains ou coloniaux admis depuis la toute première promotion de l'ENSAC[6]. Sans entrer dans le détail des diplômes obtenus ni des catégories d'études (qui sont hors de notre sujet), il convient seulement d'énumérer les Africains (surtout de l'Ouest) et les Malgaches dont on nous donne les noms, parfois devenus célèbres.

Les deux plus anciens viennent des deux Congo français et belge et sont là dès 1907, suivis en 1910 par le Soudanais Racine Mademba, né en 1888, mobilisé en 1914, et qui fera, à partir de 1920, une belle carrière d'ingénieur spécialiste du coton et de la canne à sucre, notamment dans le fief du Soudan central taillé sur mesure par les Français pour son père Mademba Sy. Avant 1939, un seul colonial, Ernest Namory, donné comme Dahoméen, est mentionné, d'abord en 1926 puis encore en 1929, condisciple très probable à cette époque de René Dumont (INAC 1927). Il est suivi, pendant l'occupation, du seul Malgache Félix Rajoharison (ESAAT 1943).

C'est au lendemain de la guerre, dès 1945, que la proportion des coloniaux dans les promotions de l'ESAAT commence à grossir très nettement. Ils ne sont encore que 5 jusqu'à 1951 (dont deux Togolais qui feront une carrière politique : Baguilma Ywassa et Antoine Meatchi, vice-président), mais 8 en 1953-55, 13 en 1956 dans les trois écoles de cette époque, 11 en 1957 et encore 11 en 1958 . Leur nombre explose enfin en 1959 : ils sont 3 dans la 21ème promotion de l'ESAAT et pas moins de 22 (toutes catégories confondues) dans la 14ème promotion du CEAT, dont 6 Malgaches et Ange-Félix Patassé, futur président de Centrafrique. Dernier décompte au moment des indépendances : la 15è promotion du CEAT compte, sur 45 élèves "ingénieurs des travaux agricoles", 39 étrangers : 31 Africains, 4 Malgaches et 4 Vietnamiens, et encore 7 Africains sur 8 "auditeurs libres"[7].

Ici, pas encore de photos pour l'instant, ni de groupes ni individuelles. On les cherche.

---

[4] Philippe David, *Ernest Noirot (1850-1913), un administrateur colonial hors normes (à* paraître).

[5] Publié sous la direction de Louis Henrique, "commissaire général de l'Exposition coloniale" à Paris, aux Editions Quantin, 7 rue St Benoît, (pp. 96-97).

[6] L'enchaînement chronologique et institutionnel des diverses écoles en un siècle est le suivant ENSAC (1901-20); INAC (1921-29); INAFOM (1930-38); ESAAT (1939-61); CNEAT (1962-80); CNEARC enfin (depuis 1981), renforcés à certaines époques par le CEAT (à partir de 1945) et le CPMRT (à partir de 1948).

[7] Plus près de nous, ce sont 323 ressortissants d'Afrique Noire qui vont passer par l'ESAT entre 1981 et 2000.